

# informations

la  
cgt  
Comité Régional  
Occitanie

Comité Régional CGT Occitanie

N° 264 *Décembre 2022*

*« Ce qui a été possible hier dans un pays en ruine  
est encore plus possible aujourd'hui.  
Construisons le rapport de force pour imposer  
les nouveaux jours heureux du XXI<sup>e</sup> siècle »*

RETRAITE  
UNE QUESTION D'AVENIR  
MEETING  
Régional  
24 novembre 2022

RETRAITE  
UNE QUESTION D'AVENIR  
MEETING  
Régional  
24 novembre 2022  
La CGT Occitanie



*spécial*

**MEETING**  
12h00  
Diagora Labège (31) **Régional**  
**24 novembre 2022**

**Meeting régional :  
Retraite,  
une question d'avenir**

Editorial ..... 2

Introduction  
par Cédric CAUBRE ..... 3

Ludovic SIGAL  
(FD Organismes sociaux et UD34) ..... 6

Mathieu COCQ  
(Conseiller confédéral) ..... 10

Catherine PERRET  
(Membre du bureau confédéral – En  
charge des questions de retraite) ..... 13

Conclusions  
par Lionel Pastre ..... 15



« Ce qui a été possible hier  
dans un pays en ruine est encore plus  
possible aujourd'hui.  
Construisons le rapport de force  
pour imposer les nouveaux jours heureux  
du XXI<sup>e</sup> siècle! »

C'est par ce slogan, à l'entrée de la salle, que nous avons accueillis les 500 participants à ce meeting sur les retraites, à Labège, venant des 13 départements d'Occitanie. Cette idée n'a jamais été aussi moderne. La retraite est une question d'avenir.

En préparant ce meeting, tout en soulignant l'objectif ambitieux et la difficulté à faire venir des camarades de toute l'Occitanie, nous voulions l'inscrire dans la séquence revendicative de la période afin de bien peser dans la bataille des retraites.

La CGT a rappelé toutes les revendications sur les questions de retraite, a remis en avant les possibilités de financement, a tordu l'idée dominante que l'on n'a pas le choix de porter l'âge de départ légal à 64 ans pour sauver le système. Pour la CGT, c'est clair : la retraite, c'est à 60 ans, à taux plein, pour tous!

De l'avis de tous, la CGT Occitanie, grâce à ce meeting dynamique, a réussi sa démonstration de force devant les partis politiques invités, les autres OS, et surtout, devant beaucoup de jeunes militants.

Les différents intervenants ont donné les éléments nécessaires pour amener le débat au plus près des salariés, des syndiqués, partout.

Les témoignages de camarades ont donné encore plus de concret sur le fait que la CGT a raison de se battre sur la question de l'âge de départ en retraite.

Ambroise CROIZAT disait, en 1946, en annonçant la création de la retraite pour tous : « Nous ferons de la retraite, non plus l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie. » Mais il demandait de rester vigilants car disait-il : « Ne parlez pas d'acquis sociaux, dites conquis, car rien n'est jamais acquis. Le patronat ne désarme jamais! » Les propos de ce visionnaire restent malheureusement d'actualité.

Les gouvernements successifs, depuis 1987, ont tenté de détricoter la création originale. L'énième réforme du gouvernement MACRON, bras armé du capitalisme, tente de grappiller encore ces conquis! Elle va créer l'insécurité sociale pour tous!

2023 s'annonce comme un vrai bras de fer dans lequel les salariés, retraités, privés d'emplois et jeunes combattront cette réforme injuste et injustifiée... jusqu'à la VICTOIRE!

En attendant, j'en profite pour vous souhaite une très bonne fin d'année!

Lionel Pastre,

Secrétaire Régional CGT Occitanie



© Philippe Queulin



Comité Régional CGT Occitanie

• 7, place du Fer à Cheval  
31300 TOULOUSE  
Tél. 05 61 23 35 52

• 474, allée Henri II de Montmorency  
34000 MONTPELLIER  
Tél. 04 67 15 91 74

e-mail : [cr@cgtoccitanie.fr](mailto:cr@cgtoccitanie.fr)  
site : <http://crgtoccitanie.reference-syndicale.fr/>

N° 264 • Décembre 2023

Prix : 1€

N° d'inscription à la CP 0221S05720

ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Conception et réalisation :

Comité Régional CGT Occitanie - 31300 TOULOUSE

Imprimé par Evoluprint S 31150 BRUGUIERES





# Introduction

par Cédric CAUBRE (SG UD31)

**Salut les Camarades,  
Bienvenue en Haute-Garonne !  
Bienvenue au meeting de  
La CGT en Occitanie pour  
La retraite à 60 ans pour tous,  
à 55 ans pour les métiers pénibles et  
pour personne à moins de 2 000 euros !**

Hier, une camarade me disait: « la CGT a les meilleures analyses, les seules propositions qui tiennent la route et pourtant, on ne les entend jamais dans les médias. »

C'est pour ça qu'on fait des meetings, qu'on se réunit dans les syndicats, qu'on fait des Assemblées Générales dans les entreprises.

Eh quoi? Vous ne pensez tout de même pas que le capital va nous faciliter la vie? Qu'il va servir la soupe à la CGT, le seul syndicat capable de menacer son existence même?

Nous parlons bien là d'affrontement capital/travail mes camarades.

La lutte acharnée que le capital livre quotidiennement contre les travailleuses et les travailleurs s'est décuplée ces dernières années. Elle atteint un niveau jamais vu ces derniers mois. Le capital nous livre une guerre sans merci, ça se traduit par des salaires toujours plus bas, des conditions de travail toujours plus dégradées, des atteintes sans cesse répétées contre la sécurité sociale, la retraite, l'assurance chômage, le temps de travail...

Nous le savons bien, nous qui sommes syndiqués. C'est pour nous défendre et faire gagner notre camp que nous sommes à la CGT, avec des centaines de milliers d'autres camarades. Et c'est parce que nous savons leur donner confiance et dignité que des millions de travailleuses et de travailleurs de ce pays se sentent si proches de la CGT.

C'est bien parce que le capital est largement et sans cesse remis en cause par les travailleurs qu'il doit accumuler toujours plus de profits pour contrôler l'état, les gouvernements, l'armée, les médias et même un paquet de soi-disant syndicats qui lui sont nécessaires pour défendre son existence.

Parenthèse: Vous les avez entendus ces derniers temps les SG de la CFDT et de FO se répandre à la télé les jours de grève, pour tenter de dissuader les salariés de faire grève et de manifester. Les mêmes qui ne représentent pas les grévistes mais qui signent des accords en leur nom. Honte à eux!

La CGT appelle les salariés à leur donner une bonne leçon aux élections professionnelles! Gageons que ça les incitera à

# C'EST DÉJÀ LUTTER !



assister de manière un peu plus constructive aux intersyndicales. Revenons-en au capital : ces temps-ci, il en accapare de l'argent. Depuis plus de dix ans, chaque année est celle d'un nouveau record pour les actionnaires des entreprises du CAC 40.

Il ne faut pas mettre toutes les entreprises dans le même sac, entend-on ! ?

70 % des salariés de ce pays travaillent directement ou indirectement pour des entreprises cotées en bourse. Alors oui, on peut mettre toutes les entreprises dans lesquelles il y a des syndicats CGT dans le même sac avec le mot exploités collé dessus.

Les marchés financiers croulent sous les liquidités. Pour le Medef et les actionnaires, l'inflation est une véritable aubaine. Encore un moyen supplémentaire de reprendre l'argent que nous les forçons à nous lâcher lorsqu'ils sont bien forcés de payer nos salaires.

Ils sont largement aidés par le président et le gouvernement qu'ils se sont choisis et qu'ils ont mis au pouvoir presque tout seuls, vu le faible taux de participation.

Vous apprendrez dans ce meeting que le 1<sup>er</sup> budget de l'état, ce sont les subventions aux entreprises. Plus du double du budget de l'éducation nationale qui lui-même est talonné de près par le budget militaire qui est aussi une subvention fléchée vers les entreprises de l'armement.

Encore une preuve que le gouvernement est à la solde des patrons. Il n'y a rien à attendre d'un gouvernement qui détourne l'argent public pour le verser aux actionnaires. La seule chose, c'est de le contraindre.

Dans les entreprises du privé, les patrons vous expliquent qu'il n'y a pas d'argent : C'est faux, c'est la concurrence organisée des entreprises entre elles qui sert à masquer les profits colossaux sur les bilans. Mais l'argent est bien là. Ou plutôt, il est là-bas dans les paradis fiscaux.

Dans le public, les directions et les ministères veulent vous faire croire que les budgets sont insuffisants : C'est faux, les budgets sont dépensés au service du privé par tous les moyens possibles.

Et nous avons bien vu qu'il était plus facile de trouver une ou deux paires de milliards pour alimenter la guerre en Ukraine que pour augmenter les salaires, investir dans les services publics ou augmenter les pensions.

Ces mesures ont un effet concret pour les salariés : Une baisse généralisée des salaires, des pensions, des allocations chômage et de toutes les prestations sociales.

Vous avez vu ce gouvernement : La classe dominante dans toute sa caricature. Ils peuvent toujours donner des leçons de démocratie à Cuba, au Venezuela ou ailleurs. N'empêche que c'est bien en France que le père et les enfants de la ministre de l'Écologie sont propriétaires de la deuxième entreprise pétrolière du pays et qu'ils s'enrichissent un peu plus, chaque fois que la ministre et son gouvernement font monter la tension entre l'UE ou l'Ukraine et la Russie et que là-bas des travailleurs se font tuer et qu'ici nous ne pouvons plus payer pour nous déplacer ni nous chauffer.

Qui peut croire que c'est ce qu'on appelle la Démocratie ? Démocratie lorsqu'ils baissent les allocations chômage à grand renfort d'ordonnances ?

Démocratie lorsqu'ils s'approprient à réformer la retraite au moyen du 49-3 ?

Les patrons ont pris le pouvoir.

Par la voix de leur marionnette ils pensent nous faire chanter : *«C'est le recul de l'âge de départ à la retraite et la diminution des pensions ou la dissolution et le Rassemblement National au gouvernement.»*

La CGT répond, pas de compromission !

La dissolution ne nous fait pas peur ! Nous faisons confiance au mouvement social :

- 1- par la grève, on casse les dents à la réforme des retraites ;
- 2- par la grève, on renvoie les fascistes aux poubelles de l'Histoire ;
- 3- par les élections, les salariés envoient une majorité de députés favorables aux salariés à l'Assemblée Nationale.

On ne peut pas dénoncer les turpitudes des gouvernements aux ordres du MEDEF, combattre le fascisme et faire comme si on se lavait les mains de la politique.

Ce ne sera pas la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier que la CGT a à se poser la question de son rapport aux partis politiques et de la stratégie de prise de pouvoir nécessaire pour porter les représentants des salariés au pouvoir politique.

La participation des travailleuses et des travailleurs aux élections politiques est une dimension que la CGT ne peut pas ignorer. Salaires, pensions, assurance chômage... autant de sujets qui relèvent à la fois du social et du politique.



Lorsque nos anciens Ambroise CROIZAT et Marcel PAUL en tête, tous deux ministres de la République, ont inventé le salaire socialisé, lorsqu'ils ont mis en place la sécurité sociale, les Conventions Collectives, les comités d'entreprises, le statut d'agents des électriciens gaziers... C'était avec l'ambition révolutionnaire affichée de permettre aux travailleuses et aux travailleurs de prendre la main sur l'outil de production et donc sur leur vie au travail.

En d'autres termes : La CGT considère que les entreprises sont à ceux qui y travaillent. S'approprier les richesses créées par le travail, c'est le premier pas pour prendre le pouvoir sur l'outil de production.

Le capital ne s'y trompe pas. Il n'attaque pas la sécurité sociale parce qu'elle représente un filet de sécurité pour les salariés et leurs familles. Il est bien content d'avoir à disposition une main d'œuvre en bonne santé. Il ne remet pas, non plus, en cause avec autant d'acharnement le système de retraite parce qu'il veut voir les vieux à la rue. Non, si le capital attaque sans relâche la Sécurité Sociale, son assurance retraite, son assurance chômage, c'est parce que la Sécu est un îlot de socialisme, ou de communisme – appelez-le comme vous voudrez, mais c'est bien de ça qu'il s'agit et nous l'assumons. Un îlot de communisme donc, que la CGT a arraché, voilà bien longtemps aux lois du marché. Et la retraite est bien un outil phénoménal pour libérer les femmes et les hommes de l'exploitation et de l'oppression. Ce combat, la CGT l'assume et elle le mènera jusqu'à la victoire finale. Et il viendra un jour où nos revendications de retraite à 60 ans et de semaine de 32 h 00 seront dépassées parce qu'elles auront été gagnées par la grève. Les salariés se battront alors pour la semaine de 28 h 00 et la retraite à 50 ans et la CGT mènera toujours le combat.

Nos yeux ne doivent jamais lâcher l'horizon. Mais nos actions doivent toujours être bien ancrées dans la réalité. Cette réalité, ce sont des salaires et des pensions comprimés depuis des années et qui ne suffisaient déjà pas pour vivre avant l'inflation.

La réalité, c'est que l'inflation fait un mal fou à notre classe sociale, la classe de celles et ceux qui n'ont que leurs salaires pour vivre. Et l'inflation est bien partie pour durer longtemps. S'il y a une chose à quoi doit servir ce meeting, c'est bien de vous aider, de nous aider, d'aider nos syndicats à monter d'un cran dans l'impulsion des arrêts de travail et de la grève. Malgré tout ce qu'on a pris dans la figure depuis des années,

on est toujours là, plus en forme que jamais, parce que tant que les travailleuses et les travailleurs ont l'organisation qu'il faut, ils sont combatifs marchent la tête haute et ne lâchent rien. Le niveau des luttes est exceptionnel. Il nous renvoie à un rapport de force que nous n'avions pas connu depuis très longtemps. Cela fait de nombreuses années qu'il n'y avait pas eu autant de journées de grève tant dans le public que dans le privé. Les gros secteurs se mettent en grève les uns après les autres, les raffineurs, les électriciens gaziers sont les derniers exemples en date. Au moment où je vous parle, je ne me risquerais certainement pas à dresser la liste des salariés en luttes dans la région au risque d'en oublier plusieurs. A chaque fois, un dénominateur commun : l'augmentation des salaires.

Depuis plusieurs mois, les journées d'action au seul appel de la CGT réunissent plus de grévistes que lorsque nous avions l'habitude d'appeler en intersyndicale. Bien sûr on nous fera remarquer que les manifestations ne sont pas grosses.

En 2010, nous étions plusieurs millions dans les rues, mais il n'y avait pas d'entreprises ni d'administrations bloquées par la grève. Résultat, la réforme est passée. En 2019, le Covid a sifflé la fin du match. En 2022, choisissons nous d'occuper les rues, les places et les ronds-points ou allons-nous renouer avec les fondamentaux et dire : La retraite, c'est pas dans la rue que ça se passe !

En 1936, 12 000 grèves, 2 millions de grévistes pour arracher les congés payés et les augmentations de salaires. En 1968, 500 000 manifestants, 10 millions de grévistes pour gagner 30 % d'augmentation du SMIC.

Est-ce que c'est la taille des manifestations qui comptent ou est-ce que c'est le nombre de grévistes ?

La retraite à 60 ans ça se gagne par la grève, l'occupation et la reprise en main de l'outil de production !

Voilà le défis qui se pose à la CGT, voilà pourquoi nous sommes là, voilà ce que nous allons mettre en place et enfin voilà comment nous allons permettre aux salariés de repartir à la conquête !



# Intervention

par Ludovic SIGAL (FD Organismes sociaux et UD34)

---

*Bonjour à toutes et tous mes camarades,  
Quel plaisir, mais quel plaisir de vous voir aussi nombreux, ici à Labège,  
venant de toute l'Occitanie, cet après-midi pour le lancement  
de notre campagne pour débattre de la défense et  
de l'amélioration de notre système de retraites.*

---



© Philippe Quevlin

Nous plus sommes plus de 500 dans cette salle cet après-midi!!! Oui plus de 500!

Malgré les critiques, les railleries, les mensonges à notre rencontre notamment contre nos camarades des raffineries, proférés par les médias à la solde du grand patronat, malgré les réquisitions, les intimidations, les convocations à la police, les discriminations dans les entreprises qui se multiplie quand ce ne sont pas les tentatives d'expulsion des locaux de nos unions locales; le message que nous envoyons aujourd'hui est clair, franc et masif: Nous sommes toujours là!!!

Oui mes camarades, nous sommes toujours là! et que ce cri, ce message fasse résonner les murs de cette salle de Labège et aille jusqu'à faire trembler les murs de l'Elysée et des salons feutrés du MEDEF aux dorures payées à la sueurs des fronts des salariés de notre pays: Oui nous sommes toujours là!!!

Une fois encore, le gouvernement et sa majorité veulent imposer une nouvelle régression sociale au monde du travail en reculant une nouvelle fois l'âge de départ en retraites.

Toujours porté par son allégeance au grand Patronat, Macron s'entête à vouloir écrire son nom en lettre d'or dans le grand livre de l'Histoire Patronale en portant à nouveau atteinte à l'une des plus grandes conquêtes sociales de notre histoire, notre système de retraites.

Issue du programme du Conseil National de la Résistance, tout comme la Sécurité sociale, porté tous deux, entres autres, par



Ambroise Croizat et par la CGT, ce système a permis à la population de notre pays de ne plus avoir « peur du lendemain » en faisant de la retraite « une nouvelle étape de la vie et non pas l'antichambre de la mort » toujours dicit Ambroise Croizat.

Il s'y entête, mais il a déjà perdu... et il le sait mes camarades ! Il le sait !

Tous les syndicats à aujourd'hui, tous, sont contre ce projet de réforme et surtout, surtout 70 % de l'opinion publique y est déjà défavorable !

Il a déjà perdu tout comme il a perdu quand il n'y a pas si longtemps de cela, il a voulu à la demande du MEDEF - toujours -évidement-, détruire notre système de retraite pour le remplacer par un système à point faisant la part belle et juteuse pour ce monde de la finance qui lorgne depuis toujours sur nos cotisations, souvenez en vous mes camarades !

Le Covid lui à servis d'excuses pour ranger ses ambitions au fond d'un tiroir car même si nous n'avions pas la mobilisation dont nous rêvions dans la rue, nous avons gagné la batailles des idées partout et dans les entreprises puisque plus de 80 % des gens y étaient opposés.

Cette bataille nous l'avons gagné, celle qui vient connaîtra le même destin !!!

Macron se dit « ouvert » à la discussion mais surtout « ouvert » à un âge de départ à 64 ans s'il y à allongement de la durée de cotisations (qui aujourd'hui est à 42 ans) en décalant de 4 mois par an l'âge de départ pour atteindre 65 ans en 2031 !!! Il évoque comme justification un besoin de financement du régime entre 10 et 12 Mds à horizon 2027...

Sur ce besoin de financement du moins sur le montant, comme quoi notre système serait déficitaire sur les quelques prochaines années, il a raison mes camarades, oui il a raison.

Et c'est d'ailleurs sur cet argument que les chiens de garde du Patronat, sur tous les plateaux télé des chaînes d'infos en continue dont ils en sont les propriétaires, vont aller sans cesse rabâcher l'enjeu financier, pour convaincre la population de la nécessiter de « réformer ».

Alors oui, notre système de retraite va être déficitaire mais le financement de notre système de retraite, au-delà de ses montants, s'apprécie par rapport au PIB (Mathieu en parlera bien mieux que moi tout à l'heure), le montant de la richesse produite dans notre pays chaque année.

Et ce n'est même pas seulement nous qui le disons mais le Conseil d'orientation des retraites lui-même dans son rapport

du mois du mois de septembre de cette année : Sur la période 2021-2027, couverte par les prévisions du gouvernement établies dans le cadre de « leur programme dit de stabilité », les dépenses de retraite dans le PIB seraient globalement stables. Elles passeraient de 13,8 % en 2021 à 13,9 % du PIB en 2027... alors oui cela fait une dizaine de milliards mais le COR l'affirme : à plus long terme, de 2032 jusqu'à 2070, malgré le vieillissement progressif de la population française la part des dépenses de retraite dans la richesse nationale serait stable ou en diminution » et précise qu'au regard de ces résultats et de l'incertitude en l'avenir à long terme en ce qui concerne la croissance et le chômage, il ne revient pas de se positionner sur le choix du dimensionnement du système de retraite et parle de préférences de choix politiques et ses priorités...

Effectivement quand le PIB de notre pays pour 2022 est estimé à 2 352 milliards d'euros, que l'on donne chaque année au grand patronat 150 milliards d'euros en exonérations fiscales, sociales et aides publiques en tous genres sans contre parties, que l'on ferme les yeux sur la fraude fiscales et sociales et je ne parle même pas des aides COVID et des futurs gros chèques énergétiques, ni même les centaines de milliards donnés lors de la crise de 2008 pour garantir leurs profits alors oui, démolir notre système de retraites pour une dizaine de milliards c'est effectivement un choix politique !!! Surtout plus scandaleux quand on sait que la plupart de ses milliards vont directement dans les poches des plus riches sous formes de dividendes...

D'autant plus que les prévisions du FMI pour 2023, prévoient que notre pays éviterait la récession avec une croissance de 2,5 % cette année, puis 0,7 % l'an prochain. Cette prévision concordant avec celle de l'Insee (2,6 %).

Un choix politique donc contre la population de notre pays, un choix politique contre les plus faibles et encore et toujours aux bénéfices des plus riches !!!

Rendez-vous compte quand même mes camarades... nous sommes en 1945, au sortir de la guerre, il faut savoir qu'à ce moment- là, la dette publique de notre pays a été multiplié par 8 par rapport à 1938 avant-guerre...

Les impôts collectés alors, ne servent qu'à couvrir seulement 30 % des dépenses courantes de l'Etat... seulement 30 % des dépenses courantes de l'Etat !!!

Et notre pays est ravagé, il est ruiné et il y a tout à reconstruire, les routes, les chemins de fer, les ponts, les villes et les maisons,



les usines, nos hôpitaux, nos écoles, de façon générale toutes nos infrastructures... et que fait-on... ? On crée la Sécurité Sociale! on crée notre système de retraite!... en moins de 9 mois seulement, 9 mois! on verse dans un pays en ruines les premières allocations familiales... extraordinaire!

Et l'on veut nous faire croire qu'aujourd'hui, qu'on ne pourrait plus financer notre système de retraite? Non mes camarades, il s'agit de choix politiques uniquement guidés, obnubilés, dictés par le MEDEF dont le seul but est de détricoter morceau par morceau le programme du Conseil National de la Résistance justement désigné pour et par la population comme étant celui des jours heureux!

De plus, reculer l'âge de la retraites à 64 ans voir à 65 ans d'ici 2031 est un véritable crime!

Oui, un crime quand on sait (source INSEE toujours) que 30 % des personnes les plus pauvres meurent avant 65/67 ans... c'est 1 sur 4 pour ceux aux revenus légèrement au-dessus de cette tranche.

Pour tous ceux-là, ils ne verront même pas un jour de retraite, ils sont d'ores et déjà condamnés à mourir au travail!

On est même plus sur l'idée de faire de la retraite une nouvelle étape de la vie...

A ce stade-là, vu que l'on estime à 10 millions le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté dans notre pays, si on rajoute les attaques incessantes, régulières, méthodiques sur les plus pauvres, sur les chômeurs comme annoncés il y a 3 jours avec une baisse de 25 % de la durée des indemnités calculées désormais en fonction de « niveau de l'économie »... ce projet de réforme des retraites, ce n'est plus une réforme, ce n'est plus une loi, c'est un génocide!!!

Oui mes camarades c'est un génocide!

Nous, la CGT, à l'inverse, nous réaffirmons, comme 70 % des Français interrogés dernièrement, notre opposition contre l'augmentation de l'âge l'égal de départ à la retraite, mais aussi la défense d'une retraite à 60 ans, à taux plein pour toutes et tous avec un revenu de remplacement qui permet de vivre dignement et de se soigner correctement.

Le financement fondé sur le salaire socialisé est viable et s'inscrit dans une logique de progrès social, à la hauteur des besoins, prenant en compte la réalité de la pénibilité du travail et de ses conséquences sur la santé des travailleurs.

Et c'est justement sur la base de ce salaire socialisé que nous ne cessons de dire que le smic doit être porté à 2000 euros

brut pour faire en sorte que pour notre population, les fins de mois ne s'arrêtent plus le 10 ou le 15 tant l'inflation augmente depuis 1 an maintenant mais également pour faire rentrer des cotisations dans les caisses de Notre Sécurité Sociale et de Notre système de retraites.

De véritable choix politique d'avenir et moderne pour notre population serait ainsi, ni plus ni moins que de permettre de partir à la retraite à 60 ans, à taux plein avec un niveau de pension d'au moins 75 % du revenu net d'activité sur une carrière complète calculée sur la base des 10 meilleures années.

D'élever également les minima de pension au niveau du SMIC pour une carrière complète elles aussi basée sur les 10 meilleures années. Pour rappel une pension moyenne pour une carrière complète au régime général est estimée actuellement à 1 133 euros, le seuil de pauvreté est à 1 102 euros...

D'assurer le rattrapage des salaires et des pensions des femmes sur celui des hommes et indexer les pensions sur l'évolution des salaires.

De valider, pour nos jeunes, pour leur donner espoir en l'avenir et en notre société, les années d'études et de recherche d'emploi pour la retraite.

Permettre réellement des départs anticipés pour pénibilité, développer

la prévention, aménager les fins de carrière avec des départs anticipés garantis collectivement.

Et enfin le maintien de tous les régimes spéciaux et spécifiques et harmonisation par les hauts des conquits sociaux pour toutes et tous.

Oui « Conquis sociaux » et non pas « acquis sociaux » comme le déclarait Ambroise Croizat en descendant de la tribune du Parlement lors de sa dernière intervention en 1951 et où il ajouta en guise d'avertissement pour les générations futures « le patronat ne désarme jamais ».

Lui qui, lors de ces obsèques, fut salué par notre camarade Marcel Paul déclarant à son sujet que « la France a eu beaucoup de Ministre du Travail, mais un seul Ministre des travailleurs »

Qu'ils se rassurent tous les deux, au panthéon de notre reconnaissance éternelle, nous ne lâcherons pas, nous ne plierons pas, ils ne nous résigneront pas pour la bonne et simple raison; que si le patronat se bat pour de l'argent, nous, nous



nous battons pour nos enfants ! pour leur avenir, pour leur futur, pour leur laisser une société dans laquelle ils pourront vivre, grandir, s'épanouir !

Et c'est la raison pour laquelle, ils ne gagneront pas !

Nous nous battons jusqu'à notre dernier souffle, pour leur éviter une vie de semi-esclavage, condamné à mourir au travail s'il on repousse toujours plus l'âge de départ en retraite.

Un autre choix de société est possible basé sur une plus juste répartition des richesses produites par les travailleurs et c'est celui-là qui est réellement moderne et d'avenir.

Pour finir, mes camarades

Si notre pays, La France, dans le monde actuel, brutalisé socialement par cette mondialisation, dont l'environnement est foulé au pied par la rapacité capitaliste, où les perspectives d'avenir ne sont que le bruit des bottes et où le souffle fétide de la Haine à travers l'extrême droite se répand comme un

cancer... Si la France aujourd'hui faisait le choix, à contre-courant de ce monde malade de mettre en place la retraite à 60 ans telle que nous la portons, elle enverrait un message d'espoir pour toute notre population et se poserait comme une lumière, un phare pour toute la population du monde, qui serait conforme à nos valeurs, à notre Histoire, à la place de la France dans le monde comme nous avons su le faire dans le passé ; pour être considéré, reconnu dans les yeux et le cœur de toutes les Femmes et de tous les hommes dans le monde qui rêvent de liberté et de justice sociale comme étant véritablement, une fois encore, Le véritable et moderne... « Pays des droits de l'Homme »....

Merci mes camarades et vive la CGT !!!





# Intervention

par Mathieu COCQ (Conseiller confédéral)

*Cher-es camarades de cette belle région,  
Merci pour votre accueil. 10 minutes c'est court, je vais donc essayer d'être le plus concis possible dans mon intervention, et j'insisterai sur 4 points, avec une ligne directrice : peu importe quelle thématique on regarde, c'est toujours le conflit entre le capital et le travail qui saute aux yeux ; peu importe ce qu'on regarde du point de vue économique, c'est bien l'opposition entre deux projets, deux visions de l'économie.*

## La situation internationale

Le premier, c'est la situation internationale. Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est l'intensification des contradictions de notre régime économique, le signe clair que nous (monde du travail) sommes dans une impasse.

- Le FMI prévoit je cite des « heures sombres » dans les mois à venir; conséquences du conflit en Ukraine, de la remontée des taux d'intérêt
- La CNUCED alerte également; les pays dits « en développement » seront les premières victimes des chocs à venir, puisqu'ils sont les premières victimes de la spéculation sur les denrées alimentaires et de la prédation des multinationales et des intérêts financiers.
- Du côté du capital, la CNUCED rappelle « Les grandes sociétés multinationales, qui disposent d'un pouvoir de marché considérable, semblent avoir profité indûment du contexte actuel, en augmentant leurs marges pour accroître leurs bénéfices. »
- Les signes de tension sur les marchés financiers se multiplient et le spectre d'une nouvelle crise financière de grande ampleur ressurgit.
- La guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis s'intensifie, quand les conflits armés ressurgissent également. Ce qui est certain c'est que nous sommes à la remorque des deux puissances candidates à l'hégémonie, et que:
  - 1- Rien n'est prêt face à la crise climatique
  - 2- Nous risquons de connaître une nouvelle vague majeure de désindustrialisation.
- Le capitalisme n'a cependant pas dit son dernier mot; il survit dans sa forme actuelle par le biais d'un soutien des banques centrales sans commune mesure; il survit également désormais grâce aux aides publiques aux entreprises, j'y reviendrai.
- Enfin en trame de fond, et c'est lié à tous les problèmes actuels, c'est bien sûr la crise climatique qui s'approfondit, et dont on sait désormais qu'elle sera plus sérieuse que prévu pour la France.
- Pas de fatalité, seulement du rapport de force pour imposer un autre modèle économique.



## Salaire et pouvoir d'achat

Retour en France. Les conflits pour des hausses de salaires se multiplient dans les entreprises et les services... et pour d'excellentes raisons. Mais parlons d'abord de ce qui va bien...

- COTE CAPITAL, la situation est bonne !
- Pouvoir d'achat; les mesures (principalement fiscales) prises par en 2020 et 2021 ont d'abord bénéficié aux plus aisés selon l'INSEE.
- Côté capital, c'est la fête ! 16 familles se partagent 10 % de tous les dividendes versés par le CAC 40 en 2021. Au deuxième trimestre 2022, c'est déjà 44 Mds€ de dividendes versés par le CAC 40. Si le gouvernement veut parler de partage de la valeur, c'est là qu'il faut commencer.
- CÔTE TRAVAIL
- Les salaires trop faibles ne datent pas d'hier; Pire, le pouvoir d'achat par ménage (les personnes vivant sous un même toit) n'a augmenté que de 0,38 % par an entre 2000 et 2020... Et tout ceci est en train d'être balayé par l'inflation !
- Il y a dans ce pays 4,6 millions de travailleurs dits de la « deuxième ligne » (agents d'entretien, caissières, aides à domicile, conducteurs de véhicules) qui gagnent moins de 1 000 € nets par mois; les aides à domicile, c'est 682 € par mois.
- Dans la fonction publique, le point d'indice n'a été revalorisé au-dessus de l'inflation que 9 années sur 36 depuis 1986; c'est comme ça que le pouvoir d'achat dans le public a été grignoté.
- L'inflation est de 6,2 % sur un an en octobre; combien de salariés ont eu des NAO à ce niveau ? Pas tout le monde, car selon la DARES le salaire mensuel de base corrigé de l'inflation diminue de 2,5 % ! C'est ça la réalité concrète du monde du travail.

## L'inflation est un révélateur du conflit entre le capital et le travail

- Le patronat va tenter de faire croire que l'inflation serait due aux hausses de salaires... alors qu'elle est d'abord importée (prix de l'énergie, des denrées alimentaires)... et résulte aussi de l'effet d'aubaine de certains groupes



© Philippe Queulin

(pétrole, le transport) qui réalisent des marges absolument record.

- Tout l'enjeu c'est qui doit payer la facture de l'inflation. Il n'y a pas 36 solutions :
  - soit c'est le travail, avec des salaires qui augmentent moins vite que l'inflation;
  - soit c'est l'État (et donc le travailleur contribuable) via les boucliers tarifaires;
  - soit c'est le capital en diminuant les marges... et les versements aux actionnaires !

Cela appelle au moins 3 revendications :

- blocage des prix (ce qui veut dire concrètement limiter les marges);
- taxer massivement les profits et les dividendes;
- indexation des revenus et minima sociaux et échelle mobile des salaires; faire en sorte que les hausses du SMIC se répercutent immédiatement dans toutes les branches.

Deux choix; soit on garantit comme on le fait le niveau des profits; soit on garantit le niveau de vie des travailleurs.

Quels moyens ?

- Le SMIC CGT qu'on revendique, c'est un coût brut (sans compter les effets positifs) de l'ordre de 15 à 20 Mds€; c'est moins que l'ex CICE encore une fois !

## Retraite

- D'abord les contrevérités sur l'état financier du système de retraites.
  - Y a -t-il « urgence » à réformer ? Le système de retraites est excédentaire en 2022 à hauteur de 3 Mds€
  - le système est-il en danger ensuite ? Le déficit annoncé est de l'ordre de 15 Mds€ d'euros en 2030 ; ça représente à peine 4 % des recettes totales et c'est moins que le CICE !
  - Est-ce une bonne nouvelle au fond ? NON ! parce que la variable d'ajustement pour avoir cette situation de relatif équilibre c'est... les pensions des futurs retraités !
  - Les réformes précédentes ont déjà fait le « sale boulot » ; désindexation sur les salaires, et allongement de la durée de cotisation = appauvrissement annoncé des retraités par rapport aux actifs !
  - Quel est l'enjeu ? C'est garantir de bonnes pensions, un âge de départ à 60 ans et refuser la dégradation annoncée du niveau de vie des retraités par rapport aux actifs.
  - Pas de miracle ; il faut mettre les moyens...

## Les moyens ?

- C'est d'abord une affaire d'emplois ; + d'emplois = plus de cotisations, de recettes fiscales et moins de dépenses.
- Le projet gouvernemental ? Non pas le plein emploi mais le PIRE EMPLOI avec les réformes de l'assurance chômage, en forçant les salarié-es à accepter n'importe quoi, dans n'importe quelles conditions ; le paradis patronal. Notre projet, c'est la sécurité sociale professionnelle.

- Revendication majeure : les 32 heures, qui reste TOUJOURS la meilleure politique de l'emploi. A contrario, le patronat avance ses pions aujourd'hui pour expliquer qu'il faut l'augmenter.
- Hausse de l'emploi de 2,4 % = 7 Mds€ de baisse des dépenses d'assurance-chômage + 9 Mds€ cotisations sociales dont la moitié pour la retraite
- C'est ensuite une affaire de cotisations ; plus de 70 Mds€ d'exonérations de cotisations ; il faut aussi soumettre l'intéressement, la participation l'épargne salariale à cotisations ; 10 Mds€
- Elargissement de l'assiette de cotisations sur les dividendes (à 28 % par exemple) = 13 Mds€ de ressources supplémentaires en 2022
- C'est une affaire de rapport de force entre le capital et le travail ; augmenter les salaires, c'est augmenter TOUT le salaire, cotisations y comprises pour financer notre système de retraite.

## Sur les moyens plus globalement

- C'est ensuite une affaire d'aides publiques aux entreprises ! 157 Mds€ c'est-à-dire :
  - 5 fois la dette des hôpitaux
  - 2 fois le budget de l'éducation nationale
  - 6 fois le budget de l'ESR
- A titre de comparaison, une hausse de 10 points du point d'indice, ça coûte environ 21 milliards € soit 7 fois moins que les aides aux entreprises chaque année ! C'est une affaire de CHOIX POLITIQUES !
- C'est enfin une affaire de contrôle collectif sur les moyens, sortir le financement de l'économie de la logique marchande ; un pôle financier public, au service de l'intérêt général est le seul à même de financer le plan de rupture dont nous avons tant besoin.
- Sortir de la logique marchande, de la logique de profit, c'est toute la boussole CGT. Et lui opposer un autre modèle, qui parte de la réponse aux besoins (santé, éducation, logement, énergie), de l'organisation collective et démocratique de l'économie.

# Intervention

par Catherine PERRET  
(Membre du bureau confédéral –  
En charge des questions de retraite)

*La question des retraites est devenue le marronnier des gouvernements libéraux successifs. Elle revient de manière cyclique mais avec des justifications et des discours changeants. Il faut en premier lieu, comprendre que ce n'est pas une réforme différente, notamment c'est la même que celle de 2019 prévoyant un système universel. C'est la même que celle que nous avons combattu et empêchée par nos luttes.*



Photo : Comité Régional CGT Occitanie

Macron a juste changé son discours et décidé d'attaquer par le biais de l'allongement du temps de travail en décalant l'âge légal à 65 ans et en accélérant la réforme Touraine, exigeant plus de trimestres pour avoir une pension à taux plein. C'est donc toujours bien, une réforme systémique et universelle dont le but principal est de faire baisser, si possible de plus en plus vite le niveau des pensions tout en réduisant le nombre d'années passées en retraite. Comme en 2019, il veut créer les conditions d'ouvrir grand la retraite à la capitalisation en faisant s'effondrer les pensions issues du système par répartition de la sécurité sociale.

Une grande majorité des Français, près de  $\frac{3}{4}$ , de toutes générations et de toutes catégories socio professionnelles ont compris que c'étaient de nouvelles destructions majeures de leurs droits et refusent cette nouvelle régression sociale. Face à ce nouveau contexte social et politique, le gouvernement emploie les mêmes faux arguments, arguments éculés et facilement démontables.



## Premier argument

Il faudrait travailler plus longtemps car l'espérance de vie augmente. Mais l'espérance de vie augmente globalement justement grâce à notre système de retraites. Ensuite, il y a toujours douze ans d'écart d'espérance de vie entre les 10 % des hommes les plus riches et les 10 % les plus pauvres (huit ans pour les femmes). L'espérance de vie en bonne santé par contre, régresse notamment à cause des situations et conditions de travail de plus en plus difficiles, c'est bien évidemment les conséquences des Lois travail, du recours de plus important à la précarité, la récente contreréforme de l'assurance chômage en est une illustration.

## Deuxième argument

Il faudrait augmenter l'âge de départ pour préserver la santé financière du système de retraites. Seul hic: le Conseil d'orientation des retraites (COR) lui-même affirme qu'il n'y a aucun problème financier à horizon 2070. Cet argument est donc un (gros) mensonge qui a forcé le gouvernement à changer de rhétorique. Car malgré, les réformes qui ont dégradé les droits des retraités l'équilibre financier du système est assuré à long terme et financé encore à 78 % par les cotisations sociales, la part du PIB est autour de 14 % à long terme et il n'y a pas de risque les ressources sont disponibles, quand on sait qu'il y a 72 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales.

## Troisième argument

Il faut supprimer tous les régimes spécifiques, spéciaux ou de la fonction publique, parce qu'ils sont trop coûteux: or les grands régimes spéciaux sont souvent présentés sous l'angle des droits spécifiques accordés à leurs agents, pour diviser les salariés entre eux et stigmatisés de pseudo privilégiés. Il faut savoir que ces droits sont financés par une sur cotisation propre à chacun de ces régimes. Ainsi, les droits propres sont autofinancés et ne sont pas à la charge des autres régimes de retraite. En fait, c'est surtout un discours idéologique qui consiste à vouloir éviter l'harmonisation par le haut des dispositifs de départs anticipés et les conquits sociaux de ces agents à tous les salariés du privé, notamment sur les questions de pénibilité, de droits familiaux ou conjugaux.

## Quatrième argument.

Il faudrait accepter, sous prétexte de justice sociale, de travailler plus longtemps pour pouvoir financer un minimum de pension à 1 100 euros aux plus modestes.

Mais au-delà, de ce chantage indigne, de faire peser le financement sur les salariés alors que les dividendes explosent, la CGT revendique des pensions bien au-dessus du seuil de pauvreté, au minimum à 2000 euros brut, le projet macron est une ignoble arnaque puisqu'il prévoit 1 100 euros pension de base et complémentaires compris pour celles et ceux qui auront validé 172 trimestres, cela concernerait au maximum 1,8 millions de personnes sur les 6 millions pouvant y prétendre.

## Cinquième argument

Voici désormais qu'il faudrait faire des économies sur les retraites pour... financer autre chose, mais quoi, la santé à bout de souffle, la prise en charge de l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap ignorée, l'éducation sacrifiée ou bien plutôt de nouveaux cadeaux aux entreprises, c'est-à-dire des baisses d'impôts sur les entreprises. Voilà bel et bien l'objectif: baisser le niveau des retraites dans le PIB pour favoriser les profits des entreprises, alors que c'est 165 milliards d'aides publiques qui ont été déversés sur ces mêmes entreprises sans aucun contrôle.

---

## **La CGT porte un tout autre projet de société.**

Bien sûr, nous luttons contre les contreréformes gouvernementales; mais surtout, nous avons notre double projet: celui de la retraite à 60 ans à taux plein, essentielle pour vivre dignement cette période, et celui d'un maintien du niveau de vie des retraités dans le temps. Ce projet, indispensable pour le monde du travail, est aussi crédible et financé, et la CGT continuera à porter fortement ses propositions: politique de l'emploi; hausse des salaires et des ressources du système de retraite; égalité salariale des femmes et des hommes; lutte contre la fraude aux cotisations sociales; et fin des exonérations de cotisations. Il n'y a pas de solution magique sur la question des retraites; c'est le niveau de rapport de force avec le capital et ses représentants qui permettra d'arracher de nouveaux conquits sociaux. La CGT mènera jusqu'au bout la bataille sur deux enjeux, préoccupations majeures de la population: la retraite et les salaires.



# Conclusions

par Lionel PASTRE  
(Secrétaire régional CGT Occitanie)

*Chères, chers camarades, Chères, chers amis,*

*Il est maintenant temps de conclure ce meeting, mais, vous l'aurez compris, c'est juste le meeting qui se conclue, la lutte, elle, continue et doit s'accroître ! Je vais y revenir.*



Photo : Philippe Queulin

Je tiens en préambule à féliciter tous les camarades qui ont organisé le moment convivial et festif pour vous accueillir, merci à tous les camarades qui ont œuvré dans l'ombre pour la réussite de ce meeting, merci à Philippe MARTINEZ pour l'envoi de son message, merci à l'espace communication de la confédération qui a décidé de filmer ce meeting, merci à nos partenaires et merci à tous les intervenants : Gisèle, Cédric, Ludo, Mathieu, Catherine, Maria, les Patrick, Marie-line.

La CGT est consciente de la nécessité d'engager un vaste débat démocratique dans le pays sur cette question qui touche aux principes fondamentaux de notre modèle social. C'est pour cette raison que nous avons décidé d'inviter les députés de la région Occitanie, hormis, bien entendu, ceux représentant le rassemblement national. Ont également été invités les chefs de file des partis politiques élus régionalement (hormis le rassemblement national). Et ont été invités les autres organisations syndicales de la région Occitanie.

Et la CGT sait faire la distinction dans l'attitude des partis politiques. Il y a ceux qui font preuve de compréhension, voire de soutien à nos combats syndicaux, et ceux qui les



ignorent ou sont responsables de nos colères... Entendez cette aspiration à rétablir la justice sociale. Ecoutez la rancœur de ceux qui produisent les richesses de ce pays et qui ont été brocardés, et parfois humiliés ces dernières années, comme ceux, par exemple, que l'on applaudissait tous les soirs, au balcon, lors de la période de confinement. Ayez de la force de caractère et de l'ambition pour que les choses changent réellement dans les entreprises et dans la société.

La CGT réunit en son sein des syndiqués et des sympathisants de diverses sensibilités politiques. Nous revendiquons ce pluralisme.

Nous avons bien fait de proposer à tout ce monde de participer aujourd'hui. Nous avons besoin de porter le débat partout, au plus près des salariés.

C'est toujours une gageure de décider de l'organisation d'un tel meeting, avec un objectif de participation élevé. Nous pouvons dire que nous avons réussi et c'est grâce à vous, camarades de toute l'Occitanie. Merci à toutes et tous. C'est beau de constater cette volonté de se retrouver, tous ensemble, toujours aussi déterminés et aussi combattifs pour ce rendez-vous de lutte. Voir une salle comme aujourd'hui, ça fait chaud au cœur !

Car oui, nous sommes bien ici dans un rendez-vous de lutte pour réaffirmer nos revendications en matière de retraite et cette initiative ne relève bien sûr pas du hasard.

Souvenez-vous de la séquence « retraite » de fin 2019 – début 2020. Suite à de puissantes journées de mobilisations que nous titrions d'historiques à l'époque, comme celle du 5 décembre 2020, du 17 décembre 2019 ou encore celle du 9 janvier 2020, sans oublier un grand nombre d'actions pendant les vacances de Noël.

Nous affichions haut et fort notre fierté d'être à la CGT au cœur de la lutte. Et nous nous étions inscrits, pour répondre à une demande du CCN, pour organiser une contre-conférence sur le financement des retraites. Cette dernière devait avoir lieu en avril 2020...

Mais le Covid a surgi, il a fait énormément de victimes mais n'a pas rendu les décideurs économiques et politiques plus sensibles au sort des populations. On parlait beaucoup du monde d'après. Malheureusement, tant que le monde d'après sera façonné par le capital, les conditions de travail et de vie ne s'arrangeront pas. Elles continueront même à se dégrader pour devenir pire que dans le monde d'avant...

Mais nous salariés, retraités, privés d'emploi, jeunes, nous avons décidé qu'il en irait autrement.

Après une rentrée sociale très offensive avec des journées d'action nationale interprofessionnelles, des appels à la grève très nombreux dans les entreprises, les raffineries à l'arrêt, la CGT a pris ses responsabilités et a occupé toute la scène du revendicatif.



Photo : Comité Régional CGT Occitanie

# UNE QUESTION D'AVENIR

Néanmoins, pendant ce temps-là, l'inflation explose, tout comme la précarité ! On tente de nous imposer toujours plus d'austérité ! Les salariés, retraités, privés d'emploi ou encore étudiants, ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. On essaie de culpabiliser les plus défavorisés. On a tous entendu dans les dernières semaines qu'il fallait baisser le chauffage, ne plus se déplacer (là, le prix de l'essence en contraind beaucoup) si pas nécessaire, continuer à baisser la tête sur l'autel du libéralisme économique !

Et comme si de rien n'était, ce gouvernement et le grand patronat, refusant d'entendre les aspirations sociales les plus légitimes reprennent leur marche en avant sur la réforme des retraites. Et naturellement, ils prennent position pour ne pas indexer les salaires sur l'inflation (dixit Bruno LEMAIRE).

Ils veulent des arguments, nous en avons aussi. A l'appui, je citerais la note économique du pôle éco confédéral, de novembre 2022 qui dit : « Une hausse des salaires entraînerait-elle une inflation supplémentaire ? Oui... si l'on accepte l'explosion des marges des entreprises ! Mais rien n'oblige ces dernières à répercuter une hausse des salaires sur leur prix. Elles pourraient simplement accepter de rogner un peu leurs marges, puisqu'elles sont élevées. D'après l'Insee, le taux de marge des sociétés non financières serait de 32 % sur l'ensemble de l'année 2022, en hausse par rapport à 2018.

Cela signifie que les entreprises ont répercuté l'augmentation des coûts de production sur les prix, et c'est précisément ce point qui explique la transmission de l'inflation à tous les secteurs de l'économie [...] Les TPE et PME ne peuvent être comparées aux grands groupes. L'autre urgence pour permettre l'augmentation globale des salaires, c'est de contraindre les donneurs d'ordre à desserrer l'étouffement sur les fournisseurs et sous-traitants. On retrouve à nouveau, derrière la question de l'inflation, l'enjeu du coût du capital. » Il ne sert à rien d'envoyer cette note économique au ministre Bruno LEMAIRE pas plus à vos directions, il n'est pire sourd que celui qui refuse d'entendre.

C'est bien dans la CGT et auprès des salariés que nous devons populariser les analyses de la CGT pour mener plus efficacement la bataille des idées.

Et puis, ce gouvernement utilise, via Elisabeth BORNE, le 49.3 à tout bout de champ. Ils sont en difficulté, jouant le

chantage lorsqu'ils s'adressent aux députés d'opposition « soit vous prenez mes réformes, mes propositions de Loi, soit on dissout l'assemblée nationale et vous serez responsable de l'arrivée du RN au pouvoir ! ».

Mais la CGT répond que ce sont bien les choix politiques favorables au capital qui font progresser la droite et l'extrême droite. C'est bien la raison pour laquelle les travailleuses et les travailleurs ont besoin que les revendications et les mobilisations sur les lieux de travail soient prolongées par les programmes et l'action de partis politiques qui défendent leurs intérêts.

Les Le PEN, Bardella et Zemmour ne défendent pas les intérêts des salariés. Ils ne sont pas pour l'augmentation des salaires, ils combattent la diminution du temps de travail comme ils refusent que la retraite soit un temps libéré de l'émancipation dont chacune et chacun doit pouvoir jouir le plus tôt possible.

Nous ne nous y trompons pas. La phrase « qu'il retourne en Afrique », prononcée dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale par un député RN; l'invasion du Conseil Régional Occitanie ou la fermeture du col du Portillon par les identitaires; les appels de Ménard qui croit à une immigration « choisie » pour faire les boulots que les français ne voudraient pas faire, sont autant de provocations qui n'ont qu'un but : diviser la classe ouvrière !

Nous avons raison de continuer à nous battre contre ces idées et ces partis, comme nous avons su nous mobiliser massivement le 3 juillet 2021, à Perpignan.

Hors de question de laisser l'Extrême Droite continuer à progresser. Je rappelle que 16 députés sont issus du rassemblement national sur les 49 que compte l'Occitanie. Ils trouveront toujours la CGT en face d'eux ! Le vrai visage du Rassemblement National, c'est toujours le camp du capital !

Alors NON, Monsieur Macron ! Votre chantage ne marche pas avec nous. Encore une fois, ce sont les plus démunis, ceux qui créent les richesses qui doivent payer la note ! On oppose les salariés, les territoires, les sexes, les genres, les races, dans le seul but que le capital progresse ! Les dividendes versés aux actionnaires ont encore atteint des chiffres record !



Et maintenant, après la pose COVID, le gouvernement attaque à nouveau notre système de retraites. C'est en 1945 avec la création de la Sécurité sociale par Ambroise CROIZAT, sous l'égide du CNR (le vrai CNR – le Conseil National de la Résistance) qu'est véritablement né le système français de retraite par répartition.

Je pense que toutes les interventions d'aujourd'hui, ainsi que les témoignages poignants sont criants de vérités et ont bien reposé tous les enjeux. Les arguments donnés font la démonstration de l'injustice et du parti pris du gouvernement. Aujourd'hui, nous poursuivons cette bataille et, soyons clairs, pour nous l'avenir c'est le rétablissement du droit au départ à la retraite à 60 ans maximum pour tous et à taux plein. Nous avons réussi à faire bouger les lignes début 2020. Nous avons les moyens de le refaire en travaillant l'unité indispensable de tous pour s'opposer à cette loi rétrograde. Malgré l'opposition de 66 % de la population, le président de la République a fait le choix politique de continuer quoi qu'il en coûte, en demandant une mise en application la plus rapidement possible.

Bien entendu, ce n'est pas le seul grief de la CGT à l'égard de l'action d'Emmanuel MACRON, loin s'en faut. Mais je vous propose de ne pas de faire ici la liste de toutes les mesures anti-sociales du gouvernement, il faudrait pour cela allonger beaucoup trop la durée de ce meeting et certains d'entre vous rentreraient trop tard à la maison.

Nous avons décidé de préparer ce meeting sous l'angle d'attaque : « CE QUI A ÉTÉ POSSIBLE HIER DANS UN PAYS EN RUINE EST ENCORE PLUS POSSIBLE AUJOURD'HUI. CONSTRUISONS LE RAPPORT DE FORCE POUR IMPOSER LES NOUVEAUX JOURS HEUREUX DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE ! »

Sans vouloir vous assommer avec de nombreux chiffres, je souhaitais m'arrêter un instant sur le PIB de la France, qui est un indicateur économique qui, pour faire bref, permet de quantifier la production de richesse réalisée par un Etat sur une période donnée.

Si les années de la Reconstruction correspondent à une période de forte croissance, celle-ci s'avère limitée en volume du fait du niveau élevé de l'inflation, proche de 50 % entre 1945 et 1948. En 1949, le PIB est de 13,2 milliards d'euros.

À la suite du confinement engendré par la pandémie de Covid-19, la Banque de France estime une perte de 6 points de PIB pour l'économie française, avec une activité réduite de 27 % en avril 2020. Le PIB était néanmoins de 2 500 milliards d'euros sur l'année complète 2021.

Le PIB est donc 189 fois plus important aujourd'hui qu'en 1949.

Alors, bien sûr, on me rétorquera que c'est toujours délicat de comparer deux périodes aussi différentes, surtout qu'il y a eu le passage à l'euro entre-temps. Mais ça donne une tendance très significative quand même.



Photo : Comité Régional CGT Occitanie



Selon une étude du CORE, il faudrait 100 à 120 milliards d'euros en 2050 (5 à 6 points du PIB) pour financer un système de retraites par répartition qui garantirait une ouverture du droit à la retraite à 60 ans, ainsi qu'une indexation sur les salaires. Mais c'est un vrai choix de société !

Alors, quand le gouvernement fait le choix de bousculer les règles sur un aspect aussi essentiel du contrat social comme les droits à la retraite, il faut qu'il s'attende à des conséquences. La retraite à 60 ans est une vieille revendication syndicale. Mais vieille ne veut pas dire dépassée ou utopique. C'est bien une revendication moderne aujourd'hui encore !

Nous allons poursuivre inlassablement notre campagne et nos mobilisations sur nos revendications. Ce meeting est une étape, il y en aura d'autres. Nous sommes bien conscients qu'à propos de la retraite, comme sur bien d'autres sujets, c'est affaire de rapport de force dans un environnement hostile aux revendications.

Au nom de la crise, ou de la guerre en Ukraine aujourd'hui, les salariés, retraités, privés d'emplois ou étudiants, en France, comme en Europe et partout dans le monde, devraient courber l'échine et accepter sans broncher de perdre des conquises sociales, et non des acquis comme le disait Ambroise CROISAT, gagnés de haute lutte ?

La bataille des salaires engagée par la CGT est justifiée, n'en déplaise aux vastes campagnes de culpabilisation qui expliquent aux salariés qu'ils coûtent trop cher ! On est bien dans la bagarre capital/travail. Non, nous ne sommes ni des fainéants, encore moins des incapables !

Rappelons qu'en France, la productivité par heure de travail effectué est l'une des plus élevée au monde. Et si certains pays sont « meilleurs » que nous, ce n'est sûrement pas imputable aux travailleurs français ! Car les entreprises françaises, elles, se consacrent d'abord à leurs actionnaires. Au total, l'année 2021 s'est soldée par le transfert de 1 739 milliards d'euros dans les poches des propriétaires d'actions. Soit 21 % de plus qu'en 2020.

On a même atteint un record au 3<sup>e</sup> trimestre 2021 de dividendes versés en trois mois : pas moins de 355 milliards d'euros. L'équivalent de la totalité des richesses produites en un an d'États comme la Norvège ou l'Autriche, et davantage que celui du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique.

En 2022, les dividendes versés devraient dépasser 2 000 milliards de dollars au niveau mondial. Une somme record, portée par les forts bénéfices des entreprises en 2021 et qui est en hausse de 18 % par rapport au niveau du monde d'avant (pré COVID).

En Europe, les dividendes prévus pour 2022 varient de 410 à 420 milliards d'euros. La France y figure au second rang, derrière le Royaume-Uni.

Mais les vrais défenseurs des emplois, des industries, de notre système de protection sociale, de nos services publics, ce sont bien les salariés eux-mêmes. On voit bien l'incohérence, du moins à nos yeux, car eux restent sur leur logique, que porte le gouvernement et le grand patronat. On nous parle de réindustrialisation, circuit court, environnement, respect... et ils affichent le contraire dans chacune de leurs décisions.

Et nous en avons malheureusement eu une preuve avec la fermeture de la Société aveyronnaise de Métallurgie, plus connue sous le nom de SAM. Nous l'avons dit haut et fort que c'était un véritable scandale d'État... mais ils n'ont pas bronché et sont allés jusqu'au bout de leur dogmatisme capitaliste ! J'en profite pour saluer à nouveau les salariés de la SAM et tous les salariés d'Occitanie qui ont mené ou mènent des luttes pour sauvegarder leur outil de travail. Car tous ces salariés-là ne veulent tout simplement que bosser, à l'endroit où ils vivent, à l'endroit où ils élèvent leurs enfants. Et ils veulent y vivre et y vieillir dignement !

Et quand on parle de vieillir dignement, on parle de retraite ! Ambroise CROISAT le disait : « *la retraite ne sera pas une antichambre de la mort mais nouvelle étape de la vie* ».

Quand on parle de retraite, on doit parler aussi d'emploi, de conditions de travail et du travail lui-même, de salaires ; on doit parler de la répartition de la richesse créée, de la place faite aux travailleurs dans une société.



Quand on parle retraite, on parle de solidarité entre les générations et de l'avenir de notre jeunesse.

Quand on parle de retraite, on parle d'un choix de société. Toutes les réformes que nous avons eu à combattre ont cherché à accréditer l'idée que les retraites, donc les retraités, étaient d'abord un fardeau pour la société dont il fallait réduire le coût. Et il y en a eu de nombreuses, celle de 2022 sera la 10<sup>e</sup> depuis 1987.

Le bilan de toutes ces réformes est calamiteux. Loin de sauvegarder notre système de retraite, elle l'ont encore plus fragilisé.

La pauvreté chez les retraités est remontée à vitesse grand V. Les différents gouvernements le savaient puisqu'ils avaient prévu la possibilité de cumuler emploi et retraite.

La place des retraités est d'un apport considérable pour la société, et ce dans de multiples domaines. Dans le monde associatif, culturel et sportif, dans la vie politique, dans l'activité syndicale et dans bien d'autres domaines leurs contributions sont importantes. Les retraités occupent aussi, comme chacun le sait, une place importante au sein des familles. C'est cette réalité que veulent ignorer tous ceux qui n'envisagent la retraite que comme un coût, tout comme le travail d'ailleurs. Il n'y a aucune raison de considérer que toute augmentation de la durée de la vie doit entraîner mécaniquement une augmentation de la durée d'activité.

Catherine PERRET l'a dit tout à l'heure. La CGT n'entend pas fuir les problèmes, elle a une analyse, des revendications et une conception qui doivent être pris en compte.

Permettez-moi de citer ici Bernard THIBAULT qui disait, il y a dix ans déjà sur la question des retraites, je cite: « *Le véritable cancer ce ne sont pas les bénéficiaires d'allocations sociales, ce ne sont pas les retraités trop nombreux, c'est le chômage et la précarité des emplois au nom du profit. Le véritable fléau, c'est de ne faire travailler que ceux qui ont entre 30 et 50 ans en exigeant d'eux toujours plus de productivité, toujours plus de flexibilité. Les exigences de rentabilité qui pèsent sur le travail conduisent à une dégradation des conditions de travail. C'est le travail lui-même qui est aujourd'hui malade. Pour l'embauche avant 30 ans: ce n'est pas l'heure! Pour l'embauche après 50 ans: ce n'est*

*plus l'heure. Chers camarades, il va falloir qu'on leur remette les pendules à l'heure! »*

Malheureusement, ces phrases sont toujours d'actualité.

A quoi ça sert de reculer l'âge de départ à la retraite quand un salarié sur deux n'est plus en activité quand il liquide sa pension, parce que très souvent il a été licencié avant l'heure?

A quoi ça sert de reculer l'âge de départ à la retraite pour les salariés que les entreprises veulent bien garder pendant que nos enfants se voient fermer leurs portes?

Que propose donc la CGT?

Le droit à la retraite pour tous à 60 ans,

L'augmentation des salaires,

Le SMIC à 2 000 € bruts,

La semaine de travail à 32 heures,

L'égalité salariale femmes/hommes.

Concernant tous ces points, beaucoup d'éléments ont déjà été donnés aujourd'hui. Mais laissez-moi revenir sur quelques points.

La qualité de la vie en retraite dépend de la qualité de la vie au travail. Le droit à la retraite doit être solidement articulé au droit au travail et au salaire et il doit donc être en lien étroit avec la bataille revendicative sur la sécurité sociale professionnelle, l'emploi, les salaires, l'égalité professionnelle femmes/hommes, la santé et le bien-être au travail.

Pour une retraite complète à 60 ans pour tous, il faut que la durée de cotisation exigée pour percevoir le taux plein de pension doit tenir compte de la réalité des durées d'activité professionnelle, des périodes d'études après 18 ans, des périodes de première recherche d'emploi, validation dès l'inscription à Pôle emploi.

Les départs anticipés en retraite doivent être confortés ou reconnus dans chacun des régimes pour les salariés ayant été exposés aux conditions de travail pénibles, insalubres ou à risques, afin de tendre à l'égalité d'espérance de vie en retraite. Et pas, comme préconisé par le MEDEF, en passant un examen médical



Photo : Comité Régional CGT Occitanie

Nous le redisons clairement à ce meeting : avec la restauration du droit au départ en retraite à 60 ans, nous visons le droit au départ anticipé pour les métiers pénibles ! Concernant les salaires, revendiquons, en plus du SMIC à 2000 €, la mise en place de l'échelle mobile des salaires (avec une revalorisation automatique des salaires en fonction de la hausse des prix), l'augmentation automatique de tous les salaires minima quand le SMIC augmente, ainsi que la reconnaissance des diplômés dès l'embauche et le paiement de la qualification à la même hauteur.

Je rappelle qu'une augmentation de tous les salaires de 3,5 % ramènerait 6.5 milliards d'euros. L'augmentation du point d'indice de la fonction publique 6 milliards d'euros et l'intégration des primes dans la fonction publique 6 milliards d'euros supplémentaires.

Rappelons que les exonérations de cotisations sociales représentent 66 milliards d'euros et que les supprimer ramènerait 20 milliards d'euros. Enfin, faire la chasse aux fraudes contre les exonérations fiscales ramènerait 1 à 2 milliards d'euros par an.

La CGT a lancé une bataille revendicative pour une nouvelle étape de la nécessaire réduction du temps de travail à 32 heures, encadrée, organisée et négociée afin de permettre à toutes et à tous de travailler, de créer l'égalité dans l'articulation entre vie professionnelle et vie privée, de disposer du temps nécessaire pour s'investir sous différentes formes et s'émanciper dans sa vie privée au niveau des loisirs, de la culture, du sport...

J'en profite pour vous informer que le 18 novembre dernier, nos associations de Tourisme Loisirs, TLC Midi-Pyrénées et TLC Languedoc-Roussillon, ont fusionné pour donner naissance à TLC Occitanie. Je ne doute pas que cet outil vous sera utile pour organiser tous vos projets dédiés aux activités sociales et culturelles et que vous le ferez vivre de la meilleure manière qui soit.

Un autre point sur lequel la CGT se bat ardemment et ne cessera jamais jusqu'à la victoire, c'est la question de l'égalité salariale femmes/hommes.

Un communiqué de presse de la CGT, le 4 novembre dernier rappelait, je cite : « Le 4 novembre, c'est le jour de l'année où les femmes arrêtent d'être payées en France. Et encore, cette date est retenue à partir d'un chiffre minoré, celui d'Eurostat, qui estime l'écart salarial entre les femmes et les hommes à 15,8 % alors que l'Insee le chiffre à 27.8 %. Cela s'explique par le fait qu'Eurostat compare les salaires horaires et ne prend pas en compte la différence de temps de travail, alors que 80 % des salariés en temps partiel sont des femmes [...]

Mettre fin à 28 % d'écart de salaire, cela nécessite des augmentations équivalentes... que le patronat ne veut pas financer... Pour mettre fin aux inégalités, il suffirait, en fait, de prendre des mesures et d'agir sur les bons leviers. »

Ce communiqué a rappelé l'essentiel. Et tous les bons leviers sont liés au temps de travail et aux salaires. On peut le gagner dans chaque entreprise.

Car je rappelle qu'une Loi a créé un dispositif en 2018, l'index d'égalité femmes/hommes. Les entreprises s'exposent



Photo : Comité Régional CGT Occitanie



à une pénalité pouvant atteindre jusqu'à 1 % de la masse salariale.

Et là, accrochez-vous, Elisabeth BORNE, le 7 mars dernier, veille de la Journée internationale des droits des femmes, afin d'accréditer l'idée que le gouvernement ne relâche pas son action contre les discriminations liées au sexe, a annoncé que 16 entreprises allaient faire l'objet de sanctions financières pour avoir manqué à leurs obligations, après une procédure contradictoire qui devait durer quelques mois. J'avoue ne pas avoir trouvé quelques mois après trace de quelconques sanctions !

Mais il est quand même intéressant de constater que seulement 16 entreprises en France ne respectent pas l'égalité salariale femmes/hommes. Je vous renvoie à vos entreprises, en espérant que les 16 ne soient pas uniquement en Occitanie !

Pour être plus sérieux, gagner l'égalité salariale femmes/hommes, au-delà que ça régulariserait une injustice, ramènerait 5,5 milliards d'euros.

Vous l'aurez compris, la CGT porte une vision moderne, sociétale, et non utopique ou passéiste ! Financer un départ en retraite à 60 ans, pour tous, à taux plein, c'est possible.

On nous explique à longueur de journée que c'est la crise, que la mondialisation empêche tout et qu'il n'y a pas d'argent pour financer !

De l'argent, il y en a ! Mais encore faut-il aller le chercher où il faut !

Pour la boutade, mais je ne sais si l'on doit en rire, par exemple, le gouvernement BORNE est le plus cher des 43 gouvernements de la V<sup>e</sup> République. Il va coûter au contribuable 174 millions d'euros par an, soit une hausse de 4,3 % par rapport au gouvernement CASTEX, qui avait lui augmenté de 26 % par rapport au gouvernement PHILIPPE. Je ne ferai pas plus long sur le sujet.

De l'argent, il y en a, j'en veux pour preuve la Direction générale du Trésor, citée dans un rapport publié le 20 avril 2021 par le Comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises, dans la cadre des restrictions sanitaires en mars 2020, qui a expliqué qu'au total, 206 milliards d'euros ont été mobilisés à la fin mars 2021, soit 9 % du PIB français.

Une des mesures de soutien a été l'activité partielle. Sur ce dernier point, on peut estimer que le gouvernement d'Edouard PHILIPPE a mis en place et a prouvé que le nouveau statut du travail salarié et la sécurité sociale professionnelle que porte la CGT sont possibles. Il a en effet fait en sorte de maintenir un salaire à des millions de salariés qui étaient confinés et donc absents du travail !

Mais même dans cette période, la CGT a bataillé pour avoir une lisibilité des contreparties pour les entreprises ayant reçu des sommes colossales... alors que les suppressions d'emplois, avec les fameux plans de sauvegarde de l'emploi, les PSE, qui ne sont que des plans de licenciements ont perduré ! On doit donc exclure de faire payer aux salariés le coût de cette crise. Victimes des suppressions d'emplois massives, victimes de pertes importantes de pouvoir d'achat, il faudrait que les salariés payent en plus la facture sur leurs droits à la retraite ! Ce serait intolérable.

Cette détérioration flagrante de la situation des retraites alimente le doute sur la pérennité de notre système, notamment chez les jeunes, et sert de point d'appui aux campagnes de promotion des systèmes par capitalisation au nom de la liberté individuelle.

La retraite doit demeurer une notion collective propre à la répartition, différente de la logique patrimoniale. La situation présente d'une majorité de fonds de pension de par le monde devrait dissuader d'aller plus loin.

Faire dépendre davantage le montant de sa future retraite de sa seule capacité d'épargne ou de choix purement individuels briserait les solidarités et augmenterait les inégalités.

Encore une fois, ce sont ceux du bas de l'échelle qui seraient les principaux perdants.

Je le répète, garantir notre système et améliorer la retraite est non seulement tout à fait crédible, mais d'une modernité évidente !

La longue expérience de la CGT nous enseigne aussi qu'en toutes circonstances, l'activité et l'action syndicale sont indispensables pour la défense des intérêts des salariés d'aujourd'hui et pour ceux de demain.

Nous sommes à quelques jours des élections professionnelles dans les trois versants de la fonction publique – État, territoriale et hospitalière. Près de 6 millions d'agents seront appelés, le 8 décembre 2022 (et dès le 1<sup>er</sup> pour les votes par correspondance), à désigner leurs représentants dans



Photo : Philippe Queullin

les instances de concertation de la fonction publique. C'est un événement démocratique primordial pour les salariés et pour toute la CGT. Faisons en sorte de gagner le vote, partout, et le vote CGT !

Dans le privé, le cycle des élections 2021-2023 s'accélèrent puisque toutes les élections devront eu avoir lieu pour fin 2023. Là aussi, des millions de salariés seront amenés à voter. Là aussi, gagnons le vote CGT partout !

C'est par là que nous commencerons à construire le rapport de force pour combattre toutes les réformes, à commencer par celle annoncée sur les retraites.

J'en profite pour faire un clin d'œil amical aux camarades cheminots puisque les quelque 270 000 salariés du groupe ferroviaire sont appelés à voter pour désigner leurs syndicats représentatifs, depuis le 17 novembre et ce jusqu'à ce soir. Avec la réforme des retraites en perspective, les résultats seront également regardés de près par le gouvernement. Gageons qu'ils donneront un signal clair à toutes les organisations CGT et lancera une dynamique de victoire émulatrice pour tous.

Un autre point où nous devons rester à l'offensive est bien sur la syndicalisation. Contrairement à ce que l'on veut leur faire croire, les salariés ne sont pas condamnés à subir les effets des décisions prises sans eux, voire contre eux.

Organisés et unis, ils auront prise sur les événements. Georges SEGUY disait : « *il ne suffit pas s'indigner, il faut s'engager !* »

Adhérer à la CGT, c'est être acteur ! Adhérer à la CGT, c'est augmenter les chances d'un retour de la retraite à 60 ans, pour tous !

Car nous l'avons écrit et le portons haut et fort : « Voter CGT, se syndiquer, c'est déjà lutter ! » Nous sommes un syndicat de classe, nous devons redevenir un syndicat de masse pour, ensemble, continuer le combat.

Construisons le futur, bâtissons les nouveaux jours heureux du XXI<sup>e</sup> siècle !

Vive la retraite à 60 ans ! Vive la CGT !



Photo : Comité Régional CGT Occitanie

# Association de Tourisme Social



## de la CGT!



- Une association de Tourisme de proximité **à votre écoute**
- La mutualisation des activités pour **un Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins: **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **à tarifs préférentiels**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.
- Locations, villages vacances: **aux tarifs collectivités**
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **à tarifs réduits**
- Réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**

## en Occitanie

Nîmes

[tourismeloisirslr.com](http://tourismeloisirslr.com)

Tél. 0466672920

Toulouse

[www.tlcmp.fr](http://www.tlcmp.fr)

Tél. 0561298329